

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 27 NOVEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 23/568 CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA METROPOLE TPM, LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE ET LA SOCIETE FREE MOBILE POUR L'IMPLANTATION D'UNE ANTENNE TELEPHONIQUE SUR LE SITE DU RESERVOIR DE CAVALAS A SAINT- MANDRIER-SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/568

BUREAU DU 27 NOVEMBRE 2023

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC ENTRE LA METROPOLE TPM, LA
COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE ET LA
SOCIETE FREE MOBILE POUR L'IMPLANTATION
D'UNE ANTENNE TELEPHONIQUE SUR LE SITE DU
RESERVOIR DE CAVALAS A SAINT-MANDRIER-SUR-
MER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du 16 novembre 2022 portant création d'un budget annexe unique
de l'eau au 1^{er} janvier 2023,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le contrat de Délégation de Service Public de production de l'Eau Potable pour la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, en date du 01/01/2013 avec la société la Compagnie des Eaux et de l'Ozone, avec une échéance au 31/12/2030,

VU la Décision Président n°083 153 22 S0109 du 01/02/2023 accordée par la ville de Saint-Mandrier-sur-Mer,

VU la convention ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole de Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence de l'Eau Potable depuis le 1^{er} janvier 2018,

CONSIDERANT la demande d'implantation d'une antenne téléphonique de l'opérateur FREE MOBILE sur le site du réservoir de Cavalas à Saint-Mandrier-sur-Mer, ce réservoir est un bien appartenant à la Métropole TPM,

CONSIDERANT que l'occupation de cette parcelle doit être formalisée par la signature d'une convention entre la Métropole TPM, le délégataire et la société FREE MOBILE,

CONSIDERANT que la convention d'occupation prévoit une redevance annuelle de 10 416,67 euros HT (dix mille quatre cent seize euros et soixante-sept centimes), soit 12 500 euros TTC (douze mille cinq cents euros) révisables annuellement,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention tripartite entre la Métropole TPM, la société FREE MOBILE et la Compagnie des Eaux et de l'Ozone.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes correspondantes seront affectées au Budget Annexe Eau, article 7083.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 novembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC**

RESERVOIR DE CAVALAS A SAINT MANDRIER

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE

ET FREE MOBILE

Référence de l'immeuble : 83153_005_05

Nom du site : Creux Saint Georges

Saint Mandrier

CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION DE SITE

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée Hôtel de la Toulon Provence Méditerranée, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en cette qualité et en vertu de la délégation actée par la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 en date du 4 mai 2023.

Ci-après dénommée « **le Propriétaire** » ou « **la Métropole** »

ET

La Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée

Ci-après dénommée « **le Déléataire** »

ET

FREE MOBILE, Société par Actions Simplifiée, au capital de 365.138.779 Euros immatriculée sous le numéro B 499 247 138 au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, dont le siège social est situé au 16Rue de la Ville l'Evêque – 75008 Paris, France, représentée par Monsieur Antoine Le Gal, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,

Ci-après dénommés ensemble « **les Parties** ».

Au préalable, il est exposé ce qui suit :

Le Bénéficiaire a notamment pour objet social la gestion et l'exploitation commerciale d'un réseau radioélectrique.

A ce titre, le Bénéficiaire souhaite disposer d'un droit d'occupation sur des emplacements destinés à l'exploitation d'Infrastructures et d'Équipements Techniques dédiés à ces Services.

Le Bénéficiaire est soumis à des obligations réglementaires et s'est vu confier, à ce titre, une mission d'intérêt public avec l'obligation de garantir la continuité des Services.

Le Propriétaire est, quant à lui, titulaire des droits lui permettant de mettre à la disposition du Bénéficiaire un ou plusieurs emplacement(s) sur l'immeuble visé ci-après, aux fins d'y installer des Infrastructures ainsi que des équipements techniques mais aussi d'y accéder.

En effet la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence Eau Potable depuis le 1^{er} janvier 2018 et le transfert des biens affectés de la mairie de Saint Mandrier a été précisé dans un PV de transfert en date du 22/02/2021.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, par la signature du contrat d'affermage sous forme de délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable sur Saint-Mandrier. Ce Contrat d'affermage prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022 et a pour date d'échéance le 31 décembre 2033.

Conformément à l'article L 2122-1-3-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la mise en concurrence n'est pas applicable lorsque le titre d'occupation est destiné à l'installation et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public.

En conséquence, la Métropole Toulon Méditerranée peut délivrer à la société FREE Mobile une convention d'occupation temporaire dans les conditions fixées ci-après.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

1^o PARTIE : CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 - Objet de la présente convention

Par la présente convention, le Propriétaire met à la disposition du Bénéficiaire, qui accepte, un emplacement d'environ 12 m2 dépendant d'un immeuble sis sur le réservoir de Cavalas à Saint Mandrier, route du cap-Cepet, référence cadastrale section AL Parcelle 147, afin d'y installer, exploiter et maintenir des infrastructures (ci-après dénommées « Infrastructures ») et des équipements techniques (ci-après dénommés "Équipements Techniques"). Ledit emplacement est identifié sur les plans figurant en annexe 1.

Par Équipements Techniques, il convient d'entendre notamment, selon la configuration des lieux, les matériels et les équipements de communications électroniques ou non, enterrés, installés au sol ou positionnés sur les emplacements loués (notamment baies, faisceaux hertziens, antennes, bretelles, et autres équipements du système antenne), d'énergie (notamment TGBT et câbles) et de raccordement transmission (notamment liaison cuivre, fibre optique, liaisons louées, fourreaux dans lesquels ces liaisons transitent) appartenant à des opérateurs.

Par Infrastructures, il convient d'entendre notamment, selon la configuration des lieux, les équipements de sécurité (échelles d'accès, équipements de sécurité collective et individuelle etc.), les équipements d'aménagement et d'environnement (ex : support des baies, paratonnerre, ventilation, shelters, etc.), les équipements et câbles d'énergie et l'ensemble des aménagements au sol ou enterrés ou verticaux ou aériens (chemins de câbles et/ou regards), dont les mâts et/ou pylônets et/ou pylônes, appartenant au Bénéficiaire.

Les Infrastructures et Équipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités technologiques et d'ingénierie. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le plan de sécurité, le plan

d'élévation et le plan de vue d'ensemble), présente à titre indicatif les Infrastructures et les Équipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Article 2 - Emplacement mis à disposition - Equipements techniques.

A compter de la prise d'effet de la présente, la Métropole et le Délégué autorisent le Bénéficiaire à maintenir en exploitation une station de radiotéléphonie et ses équipements techniques sur les emplacements de la dépendance du Domaine Public Métropolitain, et tels qu'ils figurent dans son dossier technique annexé.

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface de 12 m² environ dépendant d'un immeuble sis sur le réservoir de Cavalas à Saint Mandrier afin d'y installer, exploiter et maintenir des infrastructures et des équipements techniques. Ledit emplacement est identifié sur les plans figurant en annexe 1.

Article 3 - Durée – Prise d'effet

Considérant la nature juridique du site, la présente convention est consentie à titre précaire et révocable pour une durée de 11 ans (onze ans) à compter de sa prise d'effet.

La présente convention entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2024 et prendra fin au plus tard le 31 décembre 2035.

Article 4 – Renouvellement

Conformément à l'article 3 la présente convention est consentie pour une durée de 11 ans non renouvelable. Les parties devront s'accorder au moins six mois avant l'échéance du contrat pour étudier une éventuelle suite.

Article 5– Redevance

La redevance annuelle 2023 à verser à la Métropole s'élève à 10 416,67 euros HT (dix mille quatre cent seize euros et soixante-sept centimes), soit 12 500 euros TTC (douze mille cinq cents euros).

Cette redevance sera payable d'avance à réception du titre de recette de la trésorerie de Toulon municipale.

La redevance sera toujours due pour l'année civile entière. Cependant si la prise d'effet n'est pas un premier janvier, la redevance sera calculée au prorata-temporis du nombre de mois la première année, étant précisé que tout mois commencé sera dû dans son intégralité. Cette disposition est également applicable en cas de résiliation sans faute du Bénéficiaire.

Article 6 – Indexation

Chaque année, au 1^{er} janvier, la redevance sera augmentée de 2 % automatiquement et sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Article 7 – Impôts, taxes et contributions - Charges

Le Bénéficiaire s'engage à acquitter ou à rembourser, au Propriétaire et/ ou au Délégué, à la première demande, sur justificatifs, tous les impôts, taxes et contributions de toute nature qui pourraient résulter de la présente convention, y compris les taxes foncières si les emplacements devaient y être assujettis, la TVA, etc

...

Le Bénéficiaire supportera toutes les charges liées à l'exploitation de ses équipements techniques et fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'eau, d'électricité, de téléphonie, de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Il est précisé que le Bénéficiaire ne pourra réclamer aucune participation, pour quelque motif que ce soit, à la Métropole et/ou au Délégué.

Article 8 – Etat des lieux

Le Bénéficiaire prendra les emplacements situés sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du Propriétaire et/ou du Délégué, aucune remise en état ni réparation, ni aucun travail. Il ne pourra faire aucune réclamation à ce sujet, pour quelque motif ni exercer aucun recours contre le Propriétaire et/ ou le Délégué pour vice de construction, dégradation, infiltration, cas de force majeure et toute autre cause quelconque intéressant l'état de la Dépendance du Domaine Public Métropolitain ou des emplacements, locaux (murs, couvertures, sols, sous-sol, etc....), et même la vétusté et l'usure.

Le Bénéficiaire déclare connaître les lieux pour les avoir visités et les accepte comme tels. Il s'engage à maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien pendant toute la durée des présentes.

Un état des lieux contradictoire sera effectué préalablement à la prise d'effet de la présente et à la fin de la convention. Une copie sera adressée à chacune des parties.

Article 9 – Accès

Les équipements techniques sont entièrement autonomes et fonctionnent sans personnel. Leur accès est indépendant des installations d'eau potable, en aucun cas le bénéficiaire n'est autorisé à pénétrer dans l'enceinte du réservoir.

2° PARTIE : CONDITIONS GENERALES

Article 10 - Sauvegarde des activités du Délégué

Pendant la durée de fonctionnement de ses équipements, le Bénéficiaire s'engage à ne pas créer de gêne aux installations actuelles ou futures du Délégué et/ou de la Métropole qui sont prioritaires et qui résultent de la destination de la dépendance du Domaine Public Métropolitain, ce que le Bénéficiaire ne peut ignorer.

Les équipements techniques du Bénéficiaire, existants ou à venir, ne devront apporter aucune gêne au Délégué dans l'exploitation de l'ouvrage public, ne constituer aucune dégradation et atteinte à l'intégrité du site du réservoir, ne présenter aucun danger pour le voisinage et les personnes chargées d'assurer la maintenance du site.

Ils ne devront également avoir aucune interférence sur les installations radios ou techniques que le Délégué utilise actuellement, ou sur ceux susceptibles d'être utilisés dans l'avenir, compte tenu de l'évolution des techniques de communication ou d'exploitation d'un réseau d'eau.

En tout état de cause, le Bénéficiaire s'engage à faire immédiatement procéder, à ses frais, aux interventions nécessaires résultant directement de la présence de ses installations de radio télécommunication et/ou des interventions de ses agents.

Le Bénéficiaire fera le nécessaire pour que les installations du Propriétaire et/ou du Délégué ne soient pas endommagées par la foudre, en raison de la présence des équipements techniques.

Il devra mettre en œuvre, selon les règles de l'art, les protections habituellement installées par les professionnels en la matière, et devra en particulier s'assurer du respect des normes.

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir l'accès, à protéger et à ne pas endommager les plates-formes et repères géodésiques de l'I.G.N. lorsqu'il en existe, de même que les balises éventuelles pour la protection aéronautique.

Par ailleurs, le Délégué conserve la possibilité d'installer de nouveaux équipements radio ou téléphoniques pour ses besoins propres.

Si les nouveaux équipements du Déléataire gênent les émissions / réceptions du Bénéficiaire ou sont gênés par les équipements techniques du Bénéficiaire, ce dernier tentera de trouver avec le Déléataire des solutions de mises en compatibilité, aux frais du Bénéficiaire.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à obtenir, et si le Propriétaire n'est pas en mesure de lui proposer une solution de remplacement permettant un couvreur mobile équivalente, le Bénéficiaire pourra résilier la présente convention, sans aucune contrepartie financière.

En aucun cas, le Bénéficiaire ne pourra utiliser des équipements qui pourraient être de nature à perturber l'exploitation du réseau ou de l'ouvrage du Déléataire.

Article 11 – Droits et obligations

Les droits et obligations sont réglés conformément au droit général des contrats administratifs portant occupation du Domaine Public pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente.

Article 12 – Travaux et aménagement – Entretien – Réparations

a) Travaux et Aménagement dans les lieux mis à disposition :

La Métropole et le Déléataire acceptent que le Bénéficiaire maintienne ou réalise sous sa responsabilité en cas de besoin à ses frais exclusifs, sur les emplacements autorisés les aménagements figurant dans le dossier technique annexé, nécessaires à l'activité d'exploitant de sites points hauts.

Les Infrastructures et Equipements Techniques du Bénéficiaire pourront éventuellement faire l'objet de modifications, dès lors qu'elles restent compatibles avec les équipements du Déléataire, la configuration générale des lieux ainsi qu'avec la destination du site du réservoir et avec les clauses et conditions de la présente. **Ces modifications devront recevoir un agrément préalable et écrit du Propriétaire et du Déléataire après présentation d'un dossier technique et s'il y a lieu une simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques générée par l'installation selon les lignes directrices publiées par l'Agence nationale des fréquences.**

Les équipements techniques et ses aménagements devront respecter strictement les normes techniques et les règles de l'art, ainsi que la réglementation applicable en la matière, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Il devra également tenir compte de la qualité des matériaux installés ou des prestations effectuées à proximité des eaux destinées à la consommation humaine.

Le Bénéficiaire fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires, notamment en matière d'urbanisme, nécessaires à l'implantation et à l'exploitation des « équipements techniques » sans engagement d'aucune sorte de la Métropole et/ou du Déléataire.

Cependant dans le respect des lois et des règlements en vigueur ainsi que des clauses et conditions de la présente convention, la Métropole et le Déléataire s'engagent à délivrer au Bénéficiaire tout accord qui lui sera nécessaire en vue de l'obtention des dites autorisations.

A cet effet, le Bénéficiaire est d'ores et déjà autorisé à déposer toutes demandes d'urbanisme qui pourraient s'avérer nécessaires à la réalisation ou aux modifications ultérieures de ses équipements techniques. Cependant, l'obtention de ces autorisations d'urbanisme ne dispense pas des accords préalables et écrits de la Métropole et du Déléataire pour la réalisation de ses équipements techniques.

Ainsi, en aucun cas, le Bénéficiaire ne pourra réaliser d'installations, ou ériger de constructions, fixes à caractère définitif autres que ceux figurant dans le dossier technique annexé, sans le consentement préalable et écrit du Représentant de la Métropole et du Déléataire, et la passation d'un avenant à la présente.

b) Non-nuisance des équipements :

Pour veiller au respect des valeurs limites d'exposition du public, le Bénéficiaire se conformera aux procédures mises en place par l'Agence nationale des fréquences (ANFR).

A l'issue des travaux le Bénéficiaire en informera la Métropole. Celle-ci pourra à tout moment solliciter l'ANFR, seule compétente en matière de mesures de rayonnement électromagnétique, à l'effet de confirmer la conformité de l'installation du Bénéficiaire.

Dans le cas où les valeurs limites sont dépassées, le Bénéficiaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour corriger cette situation. Tant que les données ne seront pas conformes à la réglementation, l'antenne ne pourra pas être mise en fonction

c) Entretien – réparation par le Bénéficiaire :

Le Bénéficiaire devra maintenir les emplacements, les équipements techniques ainsi que les ouvrages qui auront été modifiés en bon état d'entretien et de propreté compte tenu de la destination du site, et plus particulièrement de la proximité du réseau de distribution et de réserve d'eau destinée à la consommation humaine.

Les Équipements Techniques installés sont et demeurent la propriété des opérateurs accueillis sur les Infrastructures du Bénéficiaire.

En conséquence, le Bénéficiaire assumera toutes les charges, les réparations, l'entretien, etc... afférents aux Infrastructures et équipements techniques.

En raison des conséquences graves qui pourraient être occasionnées par une pollution de l'ouvrage, le Délégataire devra être informé, sans délai, de toutes difficultés et accidents survenant lors de travaux, maintenance, etc...

d) Réparation sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain par la Métropole et/ou le Délégataire :

En cas de travaux envisagés par la Métropole ou par le Délégataire sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, et notamment sur l'un ou plusieurs des lieux où sont installés les équipements techniques, conduisant à la suspension temporaire de fonctionnement des équipements techniques, la Métropole et/ou le Délégataire devra prévenir le Bénéficiaire en respectant les délais de préavis définis ci-après :

- Dans l'hypothèse où la suspension temporaire du fonctionnement des équipements techniques mis en place par le Bénéficiaire excéderait 15 jours, la Métropole et/ou le Délégataire devra avertir le Bénéficiaire en respectant un préavis de 3 mois.

- Dans l'hypothèse où ladite suspension serait inférieure ou égale à 15 jours, la Métropole et/ou le Délégataire avisera le Bénéficiaire le plus tôt possible.

- La survenance d'un cas de force majeure, d'un cas fortuit ou de faits d'un tiers nécessitant des travaux urgents de remise en état de l'ouvrage, dont l'absence risque de mettre en péril la continuité du service public de distribution d'eau potable, dispense la Métropole et/ou le Délégataire de toute obligation d'information au Bénéficiaire.

La Métropole et/ou le Délégataire s'engage, dès à présent, à faire tout leur possible pour trouver une solution de substitution pendant la durée d'indisponibilité, afin de permettre au Bénéficiaire de transférer à ses frais et de continuer à exploiter ses équipements techniques dans les meilleures conditions.

Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le Bénéficiaire pourra sans préavis résilier la présente convention sans que l'une des quelconques des parties puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Si le Bénéficiaire n'a pas fait valoir son droit de résiliation, à l'expiration des travaux, le Bénéficiaire pourra procéder, à la réinstallation de ses équipements techniques.

Article 13 – Fonds de commerce – Propriété commerciale

Le Bénéficiaire déclare que les emplacements, objet de la présente, sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront en aucune façon être utilisés à d'autres fins, notamment en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque.

Compte tenu de la nature juridique du site du réservoir, il est précisé que la présente est consentie « intuitu personae », ce qui signifie que les droits qui en résultent sont strictement personnels et intransmissibles.

Considérant la déclaration faite par le Bénéficiaire, ainsi que la destination du Domaine Public Métropolitain, il est précisé que le Bénéficiaire :

- ne pourra en aucun cas se prévaloir de la propriété commerciale, d'un fonds de commerce, ainsi que les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 qui ont été incorporées dans le nouveau Code du Commerce sous les articles L145-1 et suivants ainsi que des textes subséquents.

- La Métropole et le Délégué pourront, si bon leur semble, après que leur sera adressée par le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception, autoriser la cession ou la sous-location à un nouvel opérateur. En cas d'accord, un avenant sera signé entre les parties.

Cet avenant définira notamment les modalités financières en cas de sous-location ou d'augmentation des surfaces louées.

Il est expressément stipulé que la Métropole et le Délégué se réservent le droit de ne pas accepter la demande du Bénéficiaire et ce sans que ce dernier puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 14 – Perturbations radioélectriques

a) S'il préexiste déjà une ou plusieurs stations de radiocommunications, le Bénéficiaire s'engage avant d'installer ses équipements techniques, à réaliser à sa charge financière les études de compatibilité entre les différentes installations.

Les résultats de l'étude de compatibilité seront remis au propriétaire du pylône avant le début des travaux.

En cas d'interférences ou de perturbations diverses entre les équipements, l'occupant s'engage à réaliser à ses frais la mise en compatibilité radioélectrique sous réserve de la conformité de ses matériels avec les normes en vigueur. Si celle-ci s'avère impossible, l'occupant ne pourra pas installer ses propres équipements techniques. La présente convention sera résiliée de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

b) La Métropole et/ou le Délégué, ou d'éventuels cohabitants, auront la possibilité d'installer sur les lieux tous les équipements qu'ils jugeront utiles pour le bon fonctionnement de leurs services.

La Métropole et le Délégué pourront autoriser d'autres opérateurs à s'implanter sur le site sans que le Bénéficiaire ne puisse s'y opposer.

Cependant, la Métropole et le Délégué s'engagent à ne pas délivrer de nouvelles autorisations sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain sans étude de compatibilité radioélectrique avec les équipements techniques autorisés des opérateurs accueillis du Bénéficiaire et le matériel du nouveau locataire. Le nouvel opérateur devra, dans un délai de 30 jour ouvrable, suivant la demande qui lui sera faite à l'appui du dossier technique qui lui sera adressé soit par la Métropole et le Délégué, soit par le Bénéficiaire, communiquer à la Métropole l'étude de compatibilité qu'il aura lui-même menée à ses frais.

Si ces études, démontrent que le matériel du nouveau locataire, risque de provoquer des interférences avec les équipements techniques du Bénéficiaire, la Métropole et le Délégué s'engagent à exiger du nouveau locataire, la mise en conformité de ses matériels, et si celle-ci est impossible, à ne pas lui consentir d'autorisation

Article 15 – Environnement législatif – Réglementaire et information

Environnement législatif et réglementaire :

Pendant toute la durée de la présente, le Bénéficiaire s'assurera que le fonctionnement de ses équipements techniques soient toujours conforme à la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de santé publique et notamment les dispositions du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L32 du Code des Postes et des Communications Électroniques et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour le Bénéficiaire de s'y conformer dans les délais légaux, le Bénéficiaire devra :

- Soit faire suspendre les émissions des équipements concernés jusqu'à leur remise en conformité,
- Soit mettre fin à la présente dans les conditions prévues à l'article « Extinction », ci-après par lettre recommandée avec accusé réception sans préavis ni indemnités.

Le Propriétaire et le Délégué reconnaissent avoir reçu, préalablement à la signature de la présente convention, la fiche d'information « Antennes-relais de téléphonie mobile » jointe en annexe.

Article 16 – Opposabilité

Dans la mesure où la Métropole déciderait d'aliéner la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, après accomplissement des formalités nécessaires, la présente serait résiliée de plein droit dans les conditions fixées à l'article 19.

La Métropole s'engage à informer le Bénéficiaire de toute décision de déclassement ou transfert de cette Dépendance.

Article 17 – Responsabilité – Assurances

a) Responsabilité

Le Bénéficiaire demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses équipements techniques ainsi que des préjudices causés aux tiers et aux biens de la Métropole et/ou du Délégué.

Pour tout dommage immatériel (perte d'un droit, perte de jouissance ou d'exploitation, préjudices commerciaux) que l'une des parties occasionnera à l'autre, les parties et leurs éventuels assureurs respectifs renonceront à tout recours réciproque, sauf en cas de faute prouvée.

Le Bénéficiaire est gardien exclusif de ses installations et de ses équipements techniques, la Métropole et/ou le Délégué ne garantissant aucune surveillance. Le Bénéficiaire ne pourra donc prétendre à aucune indemnité pour défaut de surveillance en cas de sinistre.

La Métropole et/ou le Délégué ne pourront en aucune façon être responsables des risques spéciaux qui pourraient résulter de l'exploitation ou des équipements techniques du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

b) Assurances

Le Bénéficiaire devra souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une assurance " Dommage aux biens " pour ses équipements et une assurance Responsabilité Civile garantissant notamment les risques d'incendies, dégâts des eaux, responsabilité civile en général et professionnels ainsi que tous les risques spéciaux liés à son activité.

Cette ou ces polices devront être souscrites auprès d'une (ou plusieurs) compagnie(s) notoirement solvable(s).

La Métropole et/ou le Délégué se réservent la possibilité de réclamer à tout moment au Bénéficiaire les justificatifs de ces assurances.

Dans le cas où l'installation technique du Bénéficiaire entraînerait une augmentation de la tarification des assurances souscrites par la Métropole et/ou le Délégué, pour garantir les emplacements du Domaine Public Métropolitain, le Bénéficiaire remboursera le montant des primes supplémentaires, sur justificatifs.

Le Délégué déclare que la dépendance du Domaine Public Métropolitain est couverte par un contrat d'assurances.

Si le Bénéficiaire a recours à un sous-traitant, celui-ci devra être garanti par une police d'assurance couvrant les risques précités. En tout état de cause, le Bénéficiaire reste seul responsable, à l'égard de la Métropole et du Délégué de tout fait de son sous-traitant.

Article 18 – Condition résolutoire

En cas de refus ou de retrait des autorisations administratives ou réglementaires nécessaires à l'implantation des équipements techniques visés par les présentes, et dont le Bénéficiaire fait son affaire personnelle, sans que la Métropole et/ou le Délégué puisse être inquiétés, la présente convention sera résolue de plein droit à compter de la date à laquelle la Métropole en aura été informée par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 19 – Prescriptions diverses

a) Les parties s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente convention, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques, sous réserve des dispositions réglementaires concernant l'accès à certains documents.

b) Conformément à la loi « informatique et liberté » n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 06 août 2004, il est précisé que l'ensemble des parties est habilité à obtenir communication des informations nominatives fournies dans le cadre de la présente convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications par l'intermédiaire du Service des Affaires Juridiques/Contentieux de la Métropole. Ces informations sont exclusivement utilisées pour l'exploitation du réseau de radiotéléphonie cellulaire numérique.

c) Si pour une raison quelconque le Délégué actuel n'assurait plus ses missions, la présente convention continuerait à courir entre les autres parties et éventuellement avec le nouveau Fermier sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

d) Pendant toute la durée de la présente, le Délégué veillera à ce que les emplacements soient dégagés.

e) Le Bénéficiaire prendra toutes les mesures nécessaires propres à assurer la production des réserves d'eau potable lors des opérations d'installation ou de maintenance de ses matériels, au cas où celles-ci se dérouleraient à proximité du réseau de distribution ou des réserves d'eau. Ces mesures devront être préalablement soumises pour accord au Délégué.

Article 20 – Expiration – Résiliation - Extinction

La présente autorisation pourra prendre fin dans les conditions suivantes :

a) Expiration :

Sous réserve des clauses contenues ci-après, la présente expirera automatiquement et de plein droit à l'arrivée du terme de la durée visée à l'article 3, sans que l'une ou l'autre des parties puissent prétendre à une quelconque indemnité.

b) Résiliation :

Considérant la nature juridique de la Dépendance occupée que le Bénéficiaire ne peut ignorer, ainsi que les conditions dans lesquelles la présente convention est consentie, celle-ci pourra être résiliée de plein droit sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans qu'il soit nécessaire de formuler une demande en justice :

- Par accord mutuel : à tout moment.

- Par résiliation – retrait :

À tout moment pour motif d'intérêt général, du fait des exigences du service public, des nécessités de l'exploitation imposées par la distribution publique d'eau potable, ou en cas d'aliénation, la présente pourra être résiliée de plein droit avec un préavis de 6 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

- par résiliation sanction :

En cas de faute du Bénéficiaire, la présente pourra être résiliée par la Métropole et/ou le Délégué sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, deux mois après une simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception d'exécuter restée sans effet.

C) Extinction : par disparition de l'objet

La présente prendra automatiquement fin sans aucune indemnité et sans préavis par lettre recommandée avec accusé réception, notamment, en cas de disparition de la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, de la cessation d'activité du client du Bénéficiaire qui pourrait entre autre résulter d'un changement d'architecture du réseau exploité par le Bénéficiaire d'une évolution technologique conduisant à une modification de ce même réseau, ou en cas d'évolution de la réglementation rendant impossible au Bénéficiaire de s'y conformer dans les délais légaux.

D) Dénonciation :

Le Bénéficiaire pourra dénoncer la présente à l'expiration de chaque période annuelle avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec accusé réception adressée à la Métropole et au Délégué, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

Il est rappelé que toutes les clauses et conditions de la présente sont de rigueur et que chacune d'elles est une condition substantielle et déterminante sans laquelle la présente convention n'aurait pas été consentie.

Article 21 – Restitution des lieux

En fin de convention, pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire :

- récupérera les Infrastructures et équipements techniques qu'il aura installés sur les emplacements objet de la présente et qui lui appartiennent,

- s'engage à restituer les lieux, et les remettre en leur état initial dans le mois qui suit la fin de la présente, sauf si la Métropole décide avec l'accord du Bénéficiaire de conserver les modifications (améliorations et installations) qui auront été incorporées à l'immeuble et ce sans contrepartie ou indemnité. Un état des lieux de sortie sera effectué, dans les mêmes conditions que celui d'entrée dont les modalités sont fixées à l'article 8.

Article 22 – Élection de domicile – changement de domicile

Pour l'exécution des présentes et des suites, le Propriétaire, le Délégué et le Bénéficiaire élisent domicile à l'adresse indiquée dans l'identification des parties.

Toute notification à effectuer dans le cadre de la présente convention sera faite au domicile régulièrement déclaré par chacune des parties.

Toute modification du domicile déclaré devra être signalée à l'autre partie.

Article 23 – Règlement des litiges

Dans l'hypothèse où un différend surviendrait à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action devant la juridiction compétente.

A défaut d'accord amiable, le Tribunal Administratif de Toulon sera compétent.

Article 24 – Frais

Tous les frais qui pourraient résulter de la présente convention seront supportés par le Bénéficiaire.

Article 25 – Nullité

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenue pour non valables ou déclarées comme telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

Article 26 – Préambule et document annexe :

Le préambule et les documents annexes, ci-après listés, font partie intégrante de la présente convention et ont valeur contractuelle.

Annexe 1 : Plan de situation du site

Annexe 2 : Dossier technique du Bénéficiaire

Annexe 3 : Information sur les consignes de sécurité à respecter

Fiche de « demande de coupure des antennes radio »

Fait à Toulon, leen 3 exemplaires,

Signature du Bénéficiaire

FREE MOBILE

Signature du propriétaire

**Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

Signature du Déléataire

La Compagnie des Eaux et de l'Ozone

**Jean-Pierre GIRAN
Président de la
Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

**Olivier CAVALLO
Directeur du Territoire
Var Provence Méditerranée**

ANNEXE 1 : Plan de situation



ANNEXE 1 DOSSIER TECHNIQUE



Adresse du site :

Adresse	133 creux Saint Georges		
CP :	83430	Ville :	SAINT-MANDRIER-SUR-MER
Code SITE	83153_005_05		
Dossier suivi	Kevin BRAO	admin-freemobile-sudest@iliad.fr	

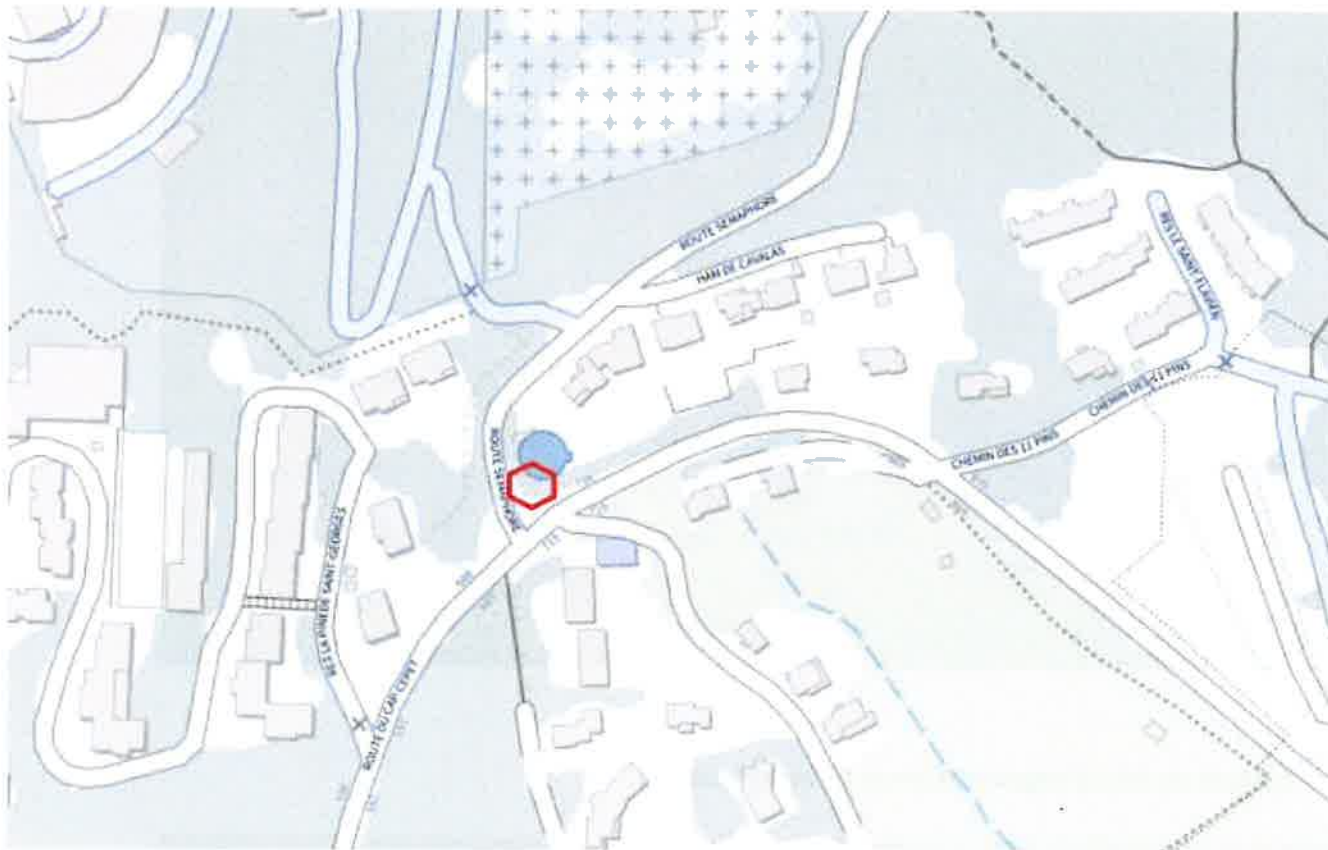
Pièces jointes DP1 – Plan de ville



Prises de vues du lieu d'implantation et photomontage :



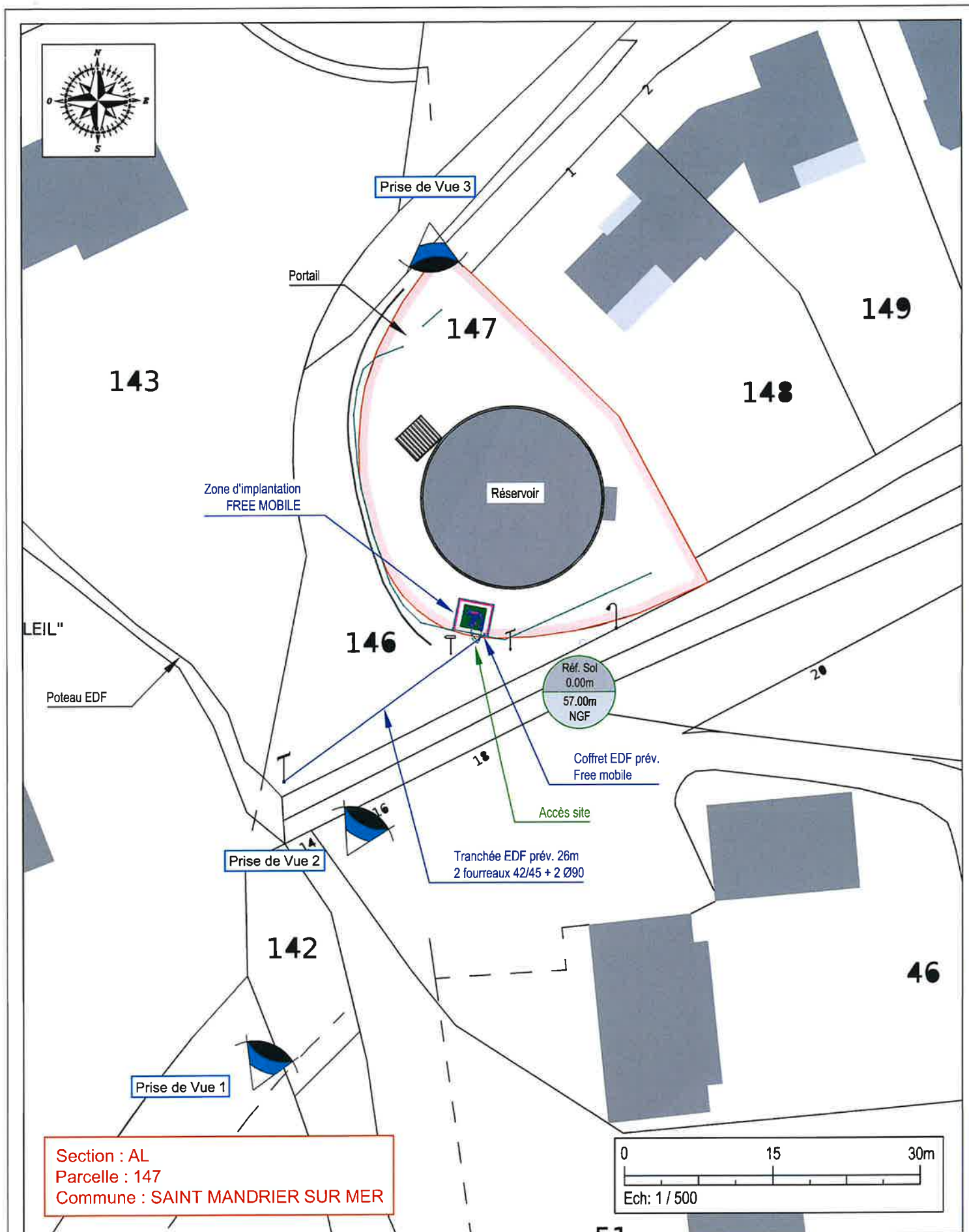
Carte IGN



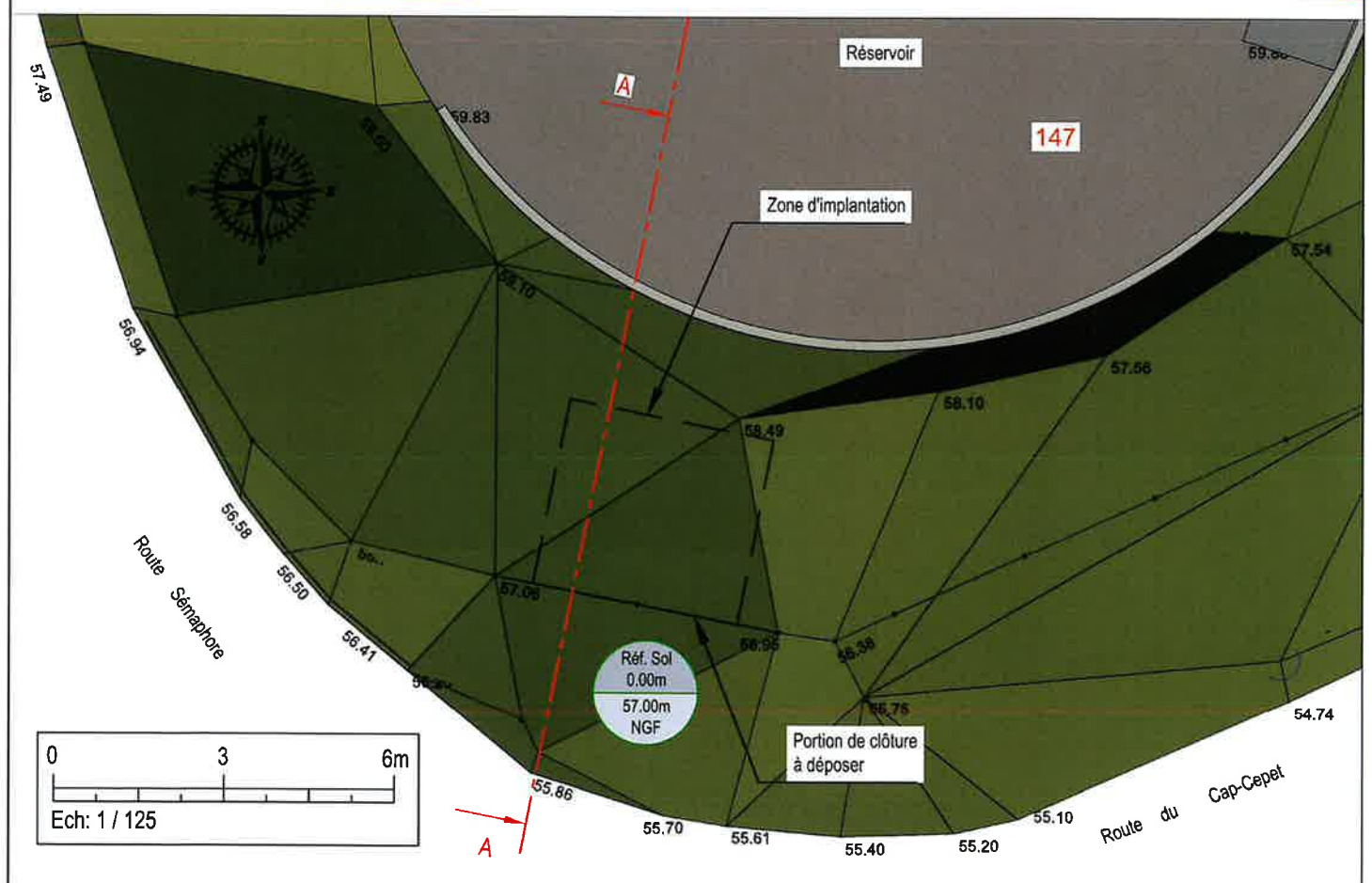
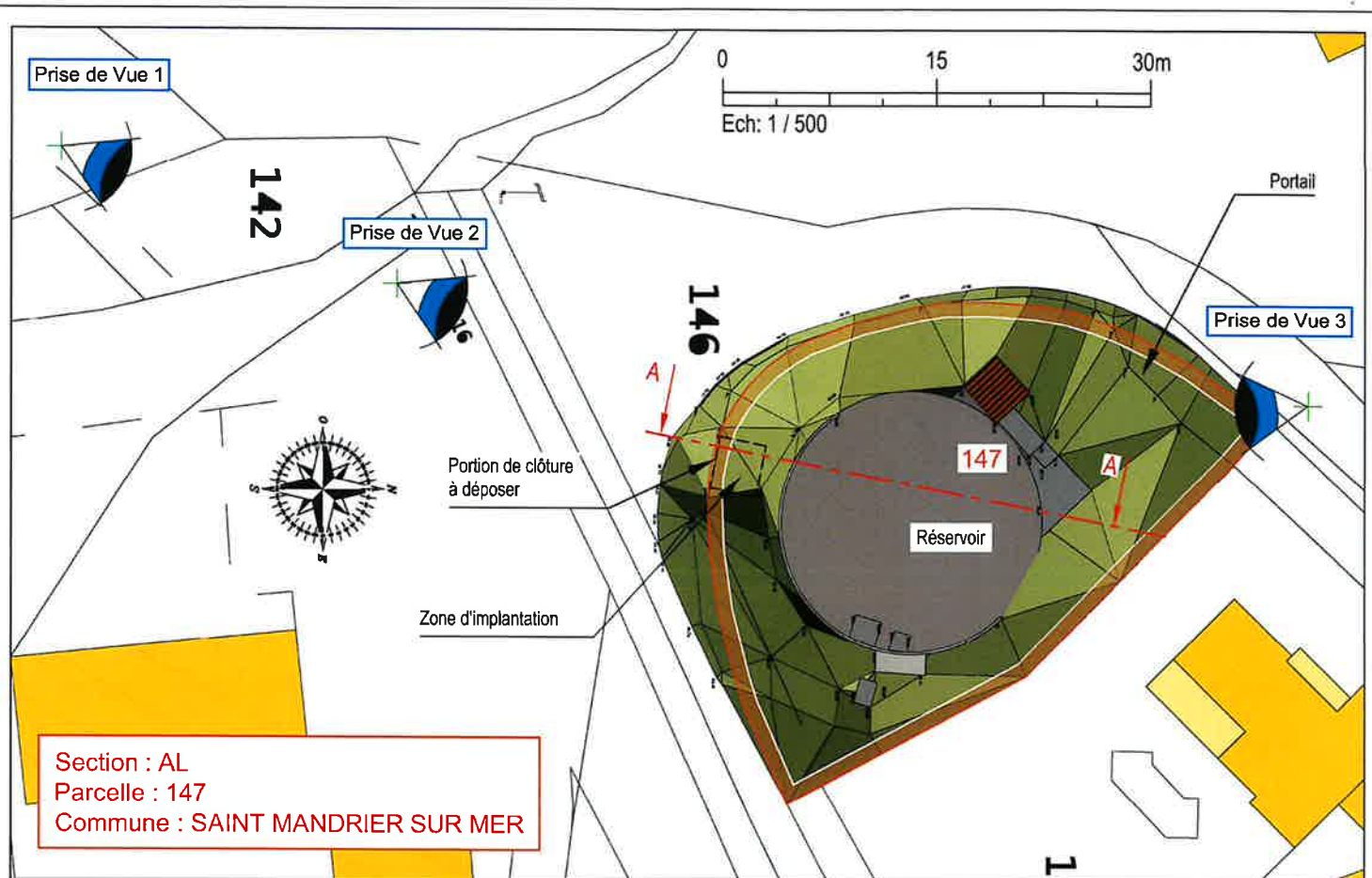
Coordonnées :

WGS84 : 43.076712 5.93411

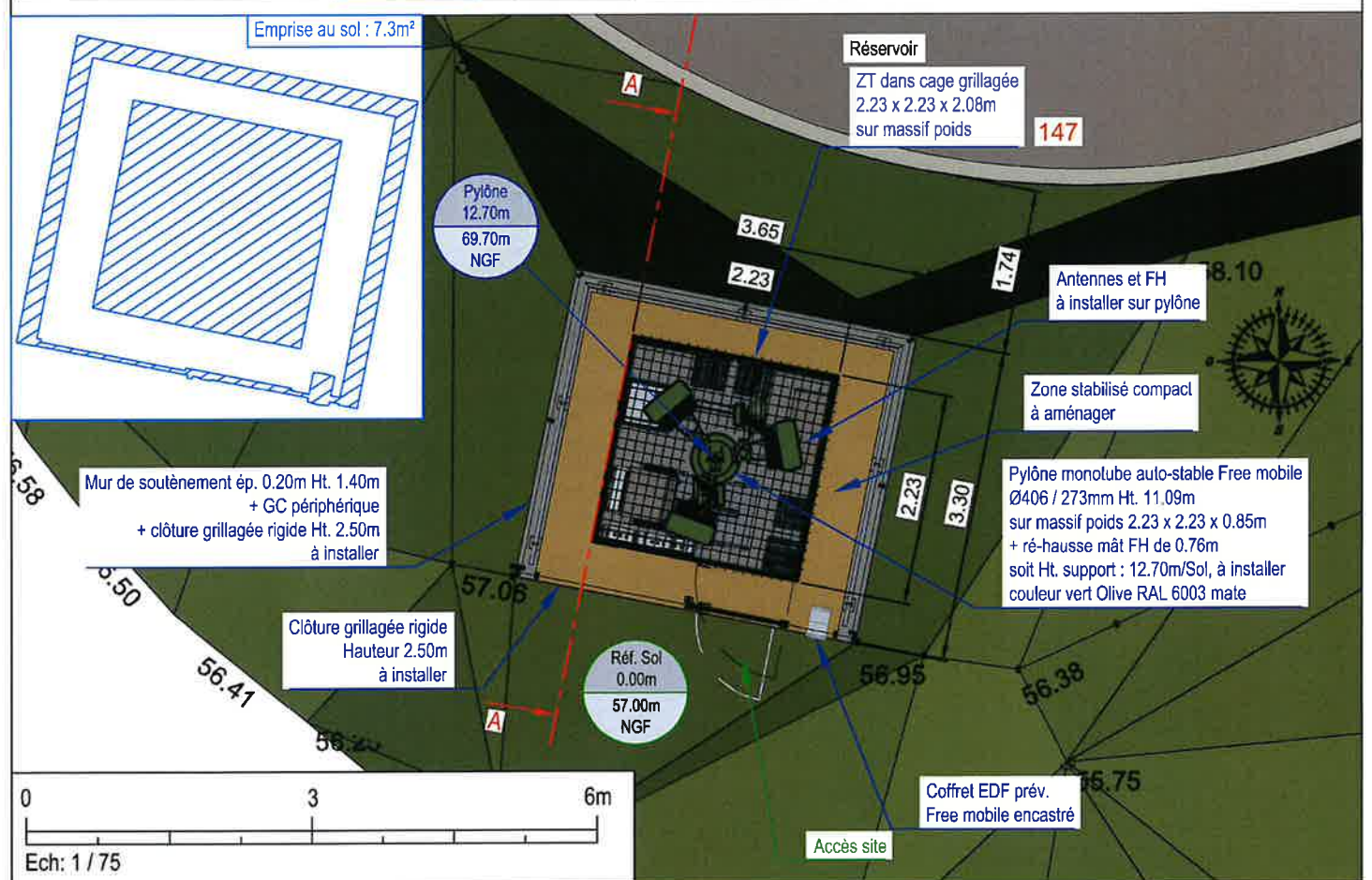
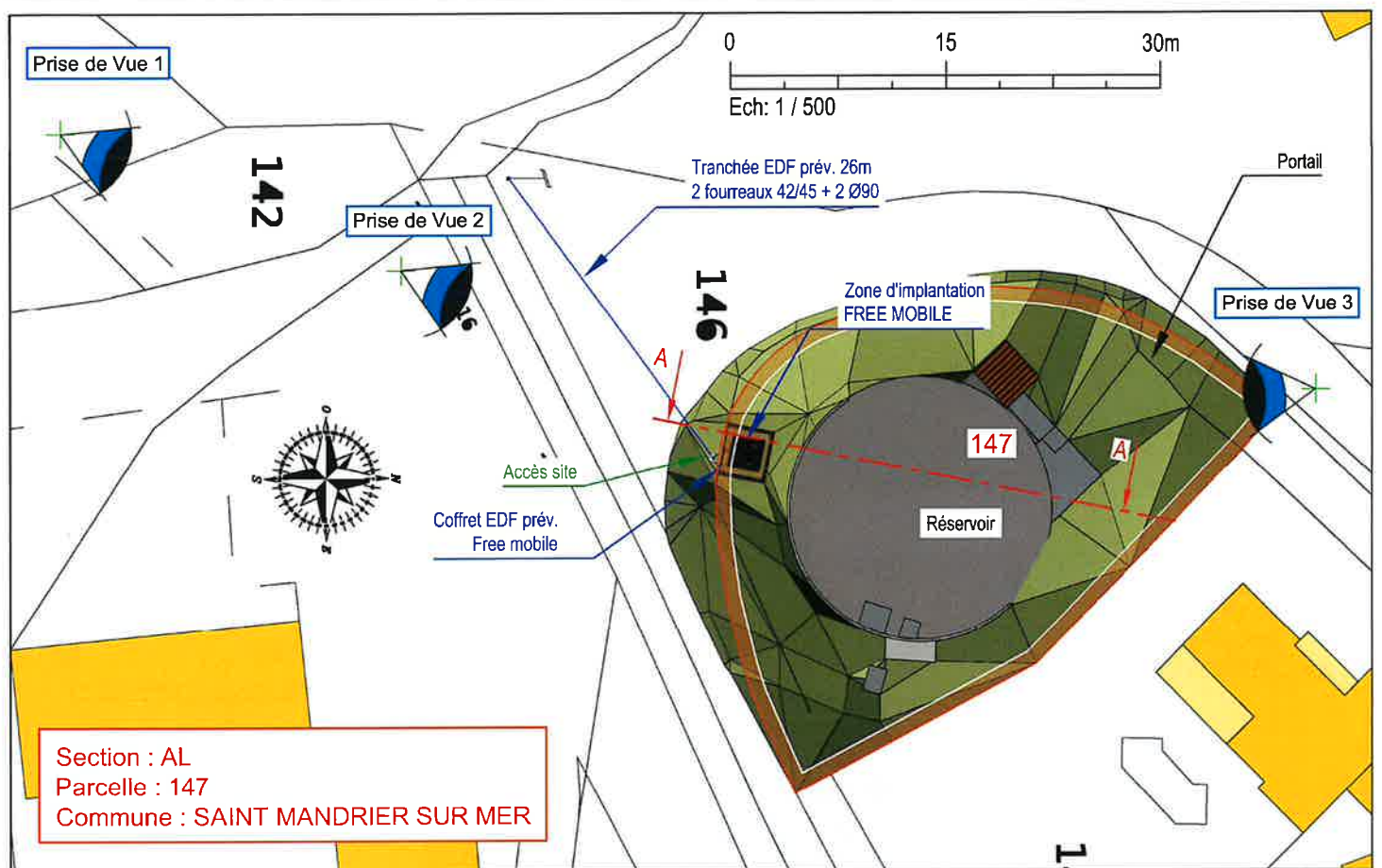
Lambert Ile : 893448.603 1792711.431



free mobile		Nom de site : SAINT GEORGES	
		Adresse : 133 creux Saint Georges	ID : 83153_005_05
		CP - VILLE : 83430 SAINT MANDRIER SUR MER	Dessin : G.DOLE
		N° FOLIO : 2	Date : 29/03/2023
		DP1 - PLAN DE SITUATION	
DOSSIER: DP	INDICE : C	FICHIER : 83153_005_05_SAINTE GEORGES.dwg	ECH : A4 - 1/500



		Nom de site :	SAINT GEORGES	
free mobile	Adresse :	133 creux Saint Georges		ID : 83153_005_05
	CP - VILLE :	83430 SAINT MANDRIER SUR MER		Dessin : G.DOLE
	N° FOLIO : 3	DP2.1 - PLAN DE MASSE EXISTANT		Date : 29/03/2023
DOSSIER: DP	INDICE : C	FICHER :	83153_005_05_SAINT GEORGES.dwg	
				ECH : A4 - 1/125 - 1/500



		Nom de site : SAINT GEORGES	
free mobile	Adresse : 133 creux Saint Georges		ID : 83153_005_05
	CP - VILLE : 83430 SAINT MANDRIER SUR MER		Dessin : G.DOLE
	N° FOLIO : 4	DP2.2 - PLAN DE MASSE PROJET	
DOSSIER: DP	INDICE : C	FICHER : 83153_005_05_SAINTE GEORGES.dwg	Date : 29/03/2023
			ECH : A4 - 1/125 - 1/500

0 5.25 10.5m
Ech: 1 / 175

Réservoir

T.N.

+57.00m NGF
Réf. Sol : 0.00m

Coupe A-A

Mur de soutènement ép. 0.20m
Ht. 1.40m + GC périphérique
+ clôture grillagée rigide
Ht. 2.50m à installer

2.50

1.40

0.85

0.30

0 1.5 3m
Ech: 1 / 50

Clôture grillagée rigide
Hauteur 2.50m
à installer

2.50

+57.00m NGF
Réf. Sol : 0.00m

0 5.25 10.5m
Ech: 1 / 175

Réservoir

T.N.


+57.00m NGF
Réf. Sol : 0.00m

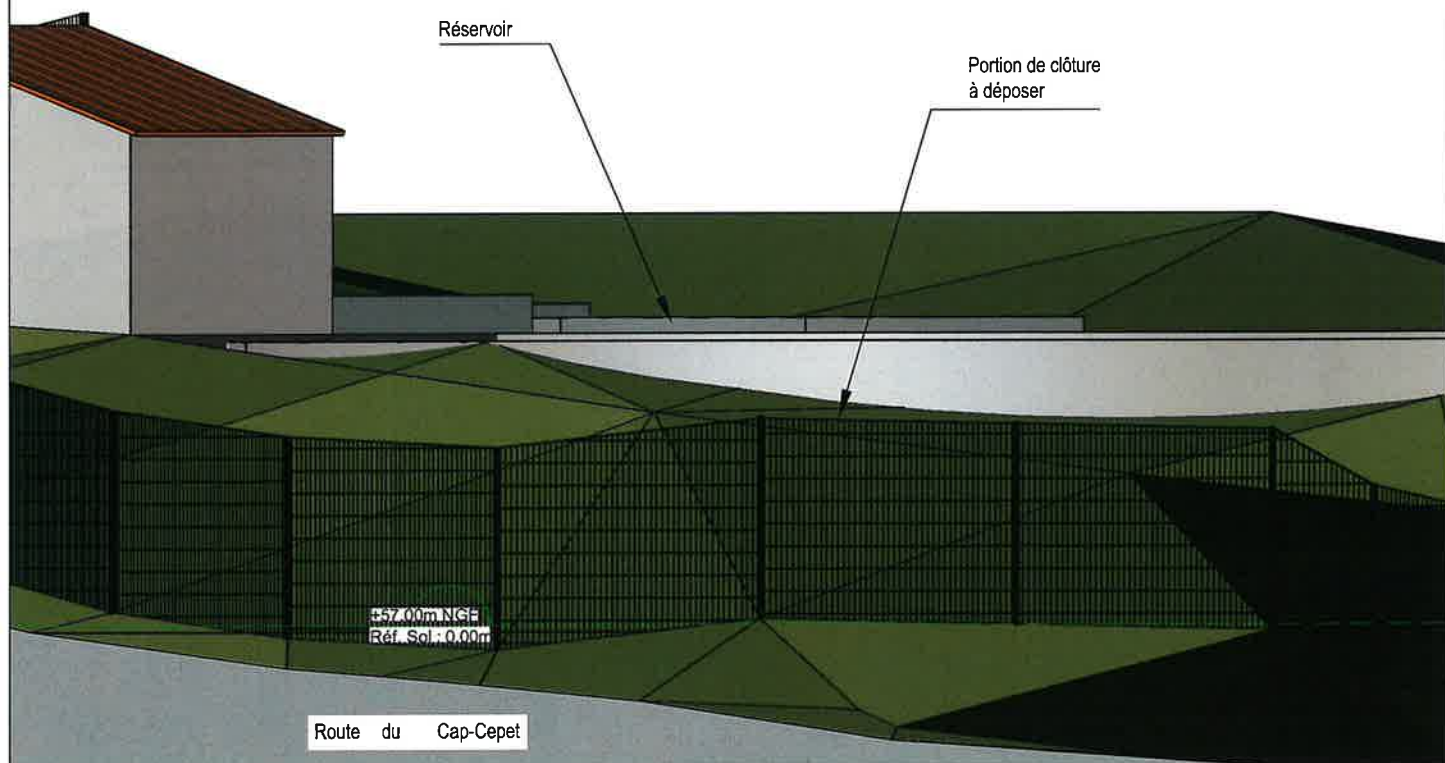
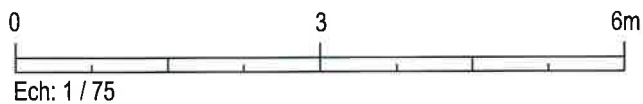
Coupe A-A


Pylône monotube auto-stable Free mobile
Ø406 / 273mm Ht. 11.09m
sur massif poids 2.23 x 2.23 x 0.85m
+ ré-hausse mât FH de 0.76m
soit Ht. support : 12.70m/Sol, à installer
couleur vert Olive RAL 6003 mate

Support : 12.70m - 70.00m NGF

Sommitale : 13.00m - 70.00m NGF

		Nom de site :	SAINT GEORGES	
		Adresse :	133 creux Saint Georges	
		CP - VILLE :	83430 SAINT MANDRIER SUR MER	
		N° FOLIO : 5	DP3 - PLAN EN COUPE	
DOSSIER: DP	INDICE : C	FICHER :	83153_005_05_SAINT GEORGES.dwg	
		ID :	83153_005_05	
		Dessin :	G.DOLE	
		Date :	29/03/2023	
		ECH :	A4 - 1/175 - 1/50	



			Nom de site : SAINT GEORGES		
			Adresse : 133 creux Saint Georges		ID : 83153_005_05
			CP - VILLE : 83430 SAINT MANDRIER SUR MER		Dessin : G.DOLE
			N° FOLIO : 6	DP4.1 - PLAN ELEVATION EXISTANT	
DOSSIER: DP	INDICE : C	FICHER :	83153_005_05_SAINT GEORGES.dwg		ECH : A4 - 1/75

0 3 6m
Ech: 1 / 75

Pylône monotube auto-stable Free mobile
Ø406 / 273mm Ht. 11.09m
sur massif poids 2.23 x 2.23 x 0.85m
+ ré-hausse mât FH de 0.76m
soit Ht. support : 12.70m/Sol, à installer
couleur vert Olive RAL 6003 mate

Tous les équipements présents sur le pylône
sont à peindre couleur vert Olive RAL 6003 mate

Antennes et FH
à installer sur pylône

Mur de soutènement ép. 0.20m
Ht. 1.40m + GC périphérique
+ clôture grillagée rigide
Ht. 2.50m à installer

ZT dans cage grillagée
2.23 x 2.23 x 2.08m
sur massif poids

Coffret EDF prév.
Free mobile encastré

Clôture grillagée rigide
Hauteur 2.50m
à installer

Réservoir

Sommitale : 13.00m - 70.00m NGF

Support : 12.70m - 69.70m NGF

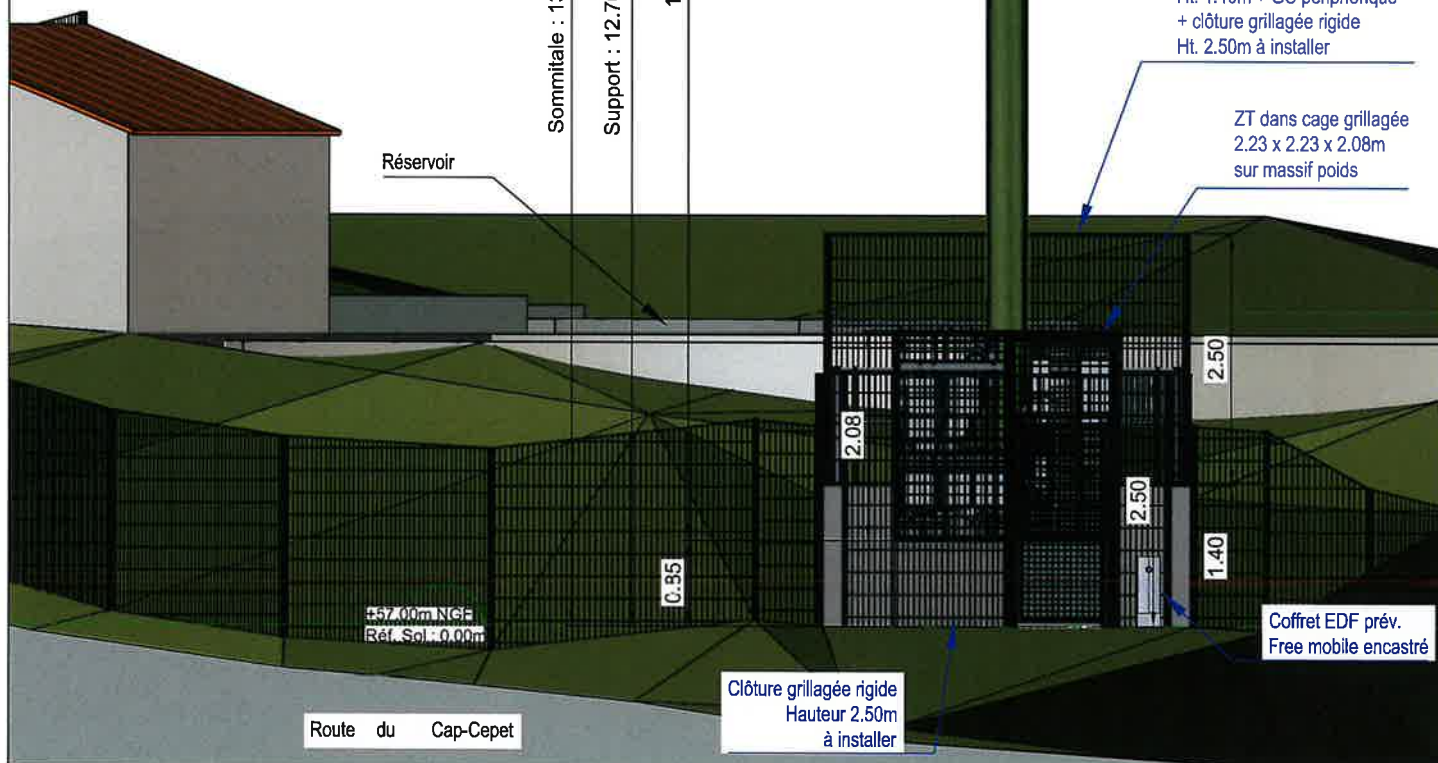
11.09

0.30

0.76

±57.00m NGF
Réf. Sol : 0.00m

Route du Cap-Cepet



		Nom de site :	SAINT GEORGES	
free mobile	Adresse :		133 creux Saint Georges	ID : 83153_005_05
	CP - VILLE :		83430 SAINT MANDRIER SUR MER	Dessin : G.DOLE
	N° FOLIO : 7	DP4.2 - PLAN ELEVATION PROJET		
DOSSIER: DP	INDICE : C	FICHER :	83153_005_05_SAINT GEORGES.dwg	Date : 29/03/2023
				ECH : A4 - 1/75



Réservoir

Coupe A-A

+57.00m NGF
Réf. Sol : 0.00m

T.N.

Réservoir

Mur de soutènement
ép. 0.20m Ht. 1.40m
+GC périphérique
à installer

Mur de soutènement ép. 0.20m Ht. 1.40m
+ GC périphérique
+ clôture grillagée rigide Ht. 2.50m
à installer

ZT dans cage grillagée
2.23 x 2.23 x 2.08m
sur massif poids

Clôture grillagée rigide
Hauteur 2.50m à installer

+57.00m NGF
Réf. Sol : 0.00m

Coupe A-A

free mobile	Nom de site : SAINT GEORGES		
	Adresse : 133 creux Saint Georges		ID : 83153_005_05
	CP - VILLE : 83430 SAINT MANDRIER SUR MER		Dessin : G.DOLE
	N° FOLIO : 8	DP3.2 - PLAN EN COUPE DE LA CLOTURE	
DOSSIER: DP	INDICE : C	FICHER : 83153_005_05_SAINTE GEORGES.dwg	ECH : A4 - 1/175 - 1/50

ANNEXE 3

Demande de coupure « Emission Radio »

Pour tous travaux à réaliser dans le périmètre de protection d'antennes relais de téléphonie mobiles :

1. **Adresser la demande suivante par mail au moins 15 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux à : coupure.antenne@fm.proxad.net**

Titre du mail : [coupure site radio] – Code site **83153_005_05**

(le code site se trouve sur la partie supérieure de chaque page du Bail)

Demandeur	
Société :	
Interlocuteur :	
Tél :	
Intervenant 1	
Société :	
Interlocuteur :	
Tél :	
Intervenant 2	
Société :	
Interlocuteur :	
Tél :	
Intervenant 3	
Société :	
Interlocuteur :	
Tél :	

Nature des travaux :

Date et heure de début : ../../.. à ..h..

Date et heure de fin : ../../.. à ..h..

2. **Réponse du PRENEUR dans un délai de 48 heures**

- contenant **numéro de ticket à rappeler** dans toute correspondance ultérieure
- **attestant de la prise en compte de la demande**
- répondant sur la **faisabilité de la demande**

3. **A défaut de réponse du Preneur dans les 48 heures de la demande ou pour mettre à jour le planning d'intervention, contacter impérativement le Preneur au 01 73 92 25 80**

4. **Contacter le Preneur au 01 73 92 25 80 :**

- Préalablement à l'intervention
- Une fois l'intervention terminée